



## Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique

---

### *Zéro voisin sans problème ?*

### *Le changement des dynamiques dans les relations régionales de la Turquie*

Mercredi 27 juin 2012, IRIS, Paris

autour de

**Marc HERZOG**

Assistant director au British Institute d'Ankara (BIAA)

animé par

**Didier BILLION**, Directeur des publications de l'IRIS

Rédacteur en chef de *La Revue internationale et stratégique*

*Dans le cadre de l'observatoire de la Turquie  
de la Délégation aux affaires stratégiques*



## Synthèse des thèmes abordés par Marc Herzog et des débats

### *1. La politique étrangère turque de 1923 à 2002*

La doctrine du « zéro problème avec les voisins » menée par le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, a contribué à mettre un terme aux conflits entre la Turquie et les pays avec lesquels elle partage une frontière. Si cette politique a connu un certain succès, permettant la résolution de discordes avec l'Irak et la Syrie notamment, il est toutefois nécessaire de revenir sur l'évolution des relations internationales durant la période 1923-2002 qui a contribué à façonner la politique extérieure de la Turquie et, par conséquent, a pu largement influencer sur la transformation spectaculaire qu'a connue celle-ci au cours de cette période.

Depuis la fin de la Guerre froide, dans un contexte de transformation de l'environnement international, la Turquie a vécu un réajustement dynamique et nécessaire de sa politique étrangère. L'après-Guerre froide a alors contraint la Turquie à se positionner en tant que nouvelle puissance géostratégique. Pour cela, elle a dû revoir les principes de sa politique étrangère et s'adapter à l'ère nouvelle de la politique mondiale. Dans cette perspective, Ankara a peu à peu abandonné sa posture traditionnelle de repli sur soi en faveur d'un engagement grandissant dans la région, qu'il soit politique, économique ou culturel.

Ainsi, les paradigmes de pensée stratégique introduits par Malik Mufti, spécialiste des relations internationales et de la région du Moyen-Orient, sont très utiles pour comprendre l'évolution de la politique étrangère turque depuis la création de la République. Il s'agira de se pencher sur les deux paradigmes qui ont caractérisés la politique étrangère turque, le paradigme républicain d'une part et le paradigme impérialiste d'autre part, pour comprendre l'évolution qu'elle a suivie, d'une *Realpolitik* défensive vers un renouveau de son engagement régional basé sur davantage d'échanges commerciaux, un engagement diplomatique et un *soft power* croissants.

#### *1.1. Le paradigme républicain*

Le paradigme républicain renvoie à la politique étrangère menée par la Turquie durant la Guerre froide. Ainsi, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la République turque s'est

montrée désireuse de se ranger sous le parapluie de sécurité des États-Unis et plus largement de l'OTAN, s'alignant sur le projet kémaliste de modernisation et de renforcement des liens avec l'Occident. Durant la Guerre froide, la politique extérieure turque était caractérisée par son orientation occidentale, sa méfiance vis-à-vis des puissances étrangères et de l'Union soviétique en particulier, son attachement aux principes de non-ingérence et de souveraineté territoriale. En effet, le ministère des Affaires étrangères turc assimilait la région du Moyen-Orient à un marécage dans lequel il ne fallait surtout pas mettre les pieds. De plus, la Guerre froide peut être considérée comme un facteur supplémentaire ayant contraint la direction prise par la politique étrangère turque. En effet, la bipolarisation du monde a contribué à surdéterminer le cours des relations extérieures de la Turquie, celle-ci refusant tout contact approfondi avec les pays voisins. De ce comportement est né le dicton « Le Turc n'a d'ami que le Turc ». De ce fait, plutôt que de s'investir dans les échanges avec les pays situés à sa périphérie, la Turquie a préféré privilégier son adhésion au sein d'organisations internationales (OTAN en 1952), ou sa perspective pour ce qui concerne l'Union européenne (avec la signature de l'accord d'association en 1963).

### 1.2. Le paradigme impérialiste et le renouveau de l'engagement régional de la Turquie

La fin de la Guerre froide voit le début d'une nouvelle ère dans la politique étrangère de la Turquie et vient ainsi défier le paradigme républicain, remplacé plus tard par le paradigme impérialiste. Dans ce contexte de dynamiques en mutation, il s'agit, pour la Turquie, de redéfinir les principales caractéristiques de sa politique étrangère. Cette refonte historique va voir Ankara abandonner sa posture traditionnelle de repli dans le but de favoriser son engagement politique, militaire, économique et culturel sur la scène internationale.

Ainsi, le pays s'est ouvert aux régions voisines avec lesquelles il avait jusqu'à présent refusé tout échange, initiant des relations économiques plus étroites avec l'Asie centrale, le Caucase et les Balkans. Ce nouveau contexte a donc très fortement modifié l'arène dans laquelle évoluaient les décideurs en charge de la politique extérieure turque. Ces derniers estiment qu'en raison de la position géographique de leur pays, ce dernier doit s'impliquer davantage dans la région et endosser le rôle de modèle pour les pays voisins. Le changement de paradigme depuis la fin de la Guerre froide a également eu un impact important sur les

partenariats traditionnels de la Turquie, favorisant ainsi des alliances avec les pays alentours. En outre, la Turquie privilégie son projet d'intégration à l'UE avec un premier dépôt de candidature en 1987. Cette réorientation de la politique extérieure turque a été vivement encouragée sous la présidence de Turgut Özal puis, près de trois décennies plus tard, par Ahmet Davutoğlu pour qui la Turquie doit plus largement recourir au *soft power*.

## **2. L'AKP et l'ère du « zéro problème » dans la région**

### **2.1. Écllosion et ressorts d'une diplomatie proactive**

En 2002, l'accession au pouvoir de l'AKP favorise une forme de rééquilibrage interne qui sera ensuite l'élément déclencheur d'une politique diplomatique de coopération plutôt que de confrontation. De plus, l'insertion de l'économie turque au sein de l'économie mondialisée à partir des années 1980 a favorisé la croissance du pays après la violente crise qu'a connue le pays en 2001. Depuis lors, et jusqu'au moment de l'éclatement de la crise financière de 2008, la croissance annuelle turque se situait entre 5 et 6 % du PIB, facteur déterminant dans le chemin qu'a endossé la Turquie vers plus d'intégration régionale. La nette amélioration de sa santé économique lui a ainsi valu d'être perçue comme « un pôle commercial ».

Cependant, face à ce changement soudain de direction, certains observateurs interrogés sur la dérive turque vers l'Est, allant jusqu'à qualifier d'« islamiste » la nouvelle politique extérieure de la Turquie, ont considéré que ce processus pourrait la mener à une perte d'influence. Malgré les critiques, force est de constater que ce réajustement a permis la normalisation des relations entre la Turquie et l'Iran, la Turquie et la Syrie et de manière générale avec les autres pays de la région. Ce processus de normalisation s'est toutefois fait au détriment de ses relations avec les États-Unis et l'Union européenne – dont les pourparlers concernant son intégration stagnent. Dans l'attente d'une éventuelle intégration à l'UE, la Turquie a préféré privilégier son rôle d'intermédiaire dans la région entre la Syrie et Israël notamment. Sa position stratégique dans les relations internationales a ainsi donné naissance au terme de « *soft euroasianism* ». Toutefois, les conflits dans les Balkans et le Caucase après la Guerre froide et l'instabilité politique que connut la Turquie durant cette période ont renforcé son sentiment d'insécurité et son besoin de se protéger vis-à-vis des autres pays États de la région.

La doctrine « *zéro problème avec nos voisins* » théorisée par A. Davutoglu s'inscrit dans une conception plus large de la politique extérieure de la Turquie, celle de la « profondeur stratégique », c'est-à-dire un élargissement du champ diplomatique basé sur les échanges commerciaux, l'engagement diplomatique et le *soft power*. Ce concept prône ainsi un engagement régional proactif de la Turquie à dimension morale. Ainsi, l'héritage de l'Empire ottoman a été instrumentalisé dans la construction de l'État-nation turc, lui conférant la grandeur et l'ancrage historique nécessaire pour mener à bien son engagement régional. Enfin, « la Turquie se situe à la croisée des continents africain, européen et asiatique et bénéficie des avantages multidimensionnels de sa position géopolitique. La Turquie est à la fois un pays européen, asiatique, balkanique, caucasien, un pays de la mer Noire, voisin de l'Afrique, de la mer Caspienne. Elle est tout cela à la fois » (A. Davutoglu, 2007).

## 2.2. La doctrine Davutoglu à l'épreuve

La Turquie est perçue comme le principal bénéficiaire des révoltes arabes, en raison du regain d'intérêt dont elle bénéficie pour son modèle de la part des pays de la région. Nous nous rappelons notamment la popularité de Recep Tayyip Erdogan dans la région (désigné comme « homme de l'année » en 2011 par le *Time Magazine*). De plus, le gouvernement au pouvoir a mené des politiques actives et volontaristes sur le plan national et régional qui ont rendu le modèle turc encore plus attractif. De ce fait, il y a des raisons de croire que la Turquie deviendra le *leader* régional à moyen terme.

Cependant, l'imprévisibilité des évolutions politiques dans la région rend peu aisé le rôle de *leader* que souhaite jouer la Turquie : ses relations avec certains de ses voisins, la Syrie, l'Iran et l'Irak notamment, se détériorant. De plus, la Turquie n'a toujours pas de relations diplomatiques avec Chypre, alors que le différend gréco-turc en mer Égée demeure d'actualité. L'« européanisation » de ce conflit depuis l'intégration de Chypre en 2004 pèse sur la relation Turquie-UE, celle-ci se retrouvant dans un « vacuum géopolitique ». Obnubilée par la crise de la dette, l'UE ne se donne pas actuellement pas les moyens de relancer les pourparlers avec la Turquie d'où la nécessité pour cette dernière de se concentrer davantage sur les relations régionales.

Malgré sa rhétorique de « pays au centre de l'Afro-Eurasie », la Turquie dispose toutefois de moyens limités pour atteindre ses objectifs.

On peut ainsi s'interroger sur le « modèle turc » que souhaite créer la Turquie en se penchant sur son historicité. En effet, le mauvais souvenir de l'Empire ottoman persiste dans les pays arabes empêchant toute réconciliation avec la puissance héritière. Selon certains sondages effectués dans les pays voisins, la Turquie serait perçue comme une « source d'inspiration », un modèle et donc le pays à imiter. L'arrivée au pouvoir d'un parti islamo-démocrate, qui promeut la reprise des liens avec les racines islamiques que la tradition kémaliste ignorait, a également favorisé la croissance de la popularité du régime.

Néanmoins, si la Turquie venait à montrer des tendances impérialistes, elle devrait enregistrer une nette baisse de popularité dans la région.

### ***3. Quelles perceptions britanniques d'une Turquie « puissance régionale » ?***

Les Britanniques soutiennent ouvertement l'adhésion de la Turquie à l'UE. Avec les États-Unis, le Royaume-Uni considère la Turquie comme un acteur-clé du Moyen-Orient, un partenaire stratégique pour les pays occidentaux et un pays pivot pour la promotion des intérêts occidentaux dans la région. Aussi, la Turquie est perçue comme l'un des pays émergents de l'économie globale qui pourrait, à terme, se positionner en tant qu'allié du gouvernement britannique dans le cadre de la politique du « retrait stratégique » (“*strategic shrinkage*”).

À ce sujet, les gouvernements Blair (Labour) puis Cameron (Tory) ont fait preuve d'un grand degré de convergence. En effet, la Turquie continue d'être perçue comme un « atout stratégique » (“*strategic asset*”) du point de vue de l'économie, de la sécurité et de la politique internationale.

### ***4. L'AKP et la question kurde***

Avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la Turquie a tenté d'apporter une solution à la question kurde. Des réformes ont été mises en place à l'« âge d'or » des relations avec l'UE, en particulier l'octroi des droits culturels. Les réformes sont cependant devenues superficielles à partir de 2009, une montée de la rhétorique nationaliste, au sein de certaines composantes de la scène politique turque, proposant la solution militaire comme seule réponse à la question kurde

ayant été formulée. Côté kurde on estime que les réformes culturelles ne sont pas suffisantes, la demande d'autonomie démocratique persistant dans le Sud-Est. La marge de manœuvre est donc très réduite.

## 5. *Bilan régional partiel du « zéro problème avec nos voisins »*

### 5.1. Chypre

A Ankara, les relations avec Chypre sont considérées comme relevant de la politique interne de la Turquie et non pas de la politique extérieure, ce qui explique le comportement de la Turquie vis-à-vis de l'opinion internationale sur ce sujet.

En ce qui concerne la présidence chypriote de l'UE de juillet à décembre 2012, la Turquie va adopter une stratégie d'« accords de collaboration » et de « compartimentation » de la question, c'est-à-dire une approche différenciée. Elle n'aura pas de relation diplomatique avec la partie grecque de Chypre, mais restera en relations étroites avec la Commission européenne et avec le Parlement européen. La Turquie ne pourra pas ignorer l'UE et elle devra trouver une modalité de collaboration avec la présidence chypriote.

De plus, la Turquie voit d'un mauvais œil la découverte récente d'importants gisements de gaz et de pétrole en Méditerranée orientale qui risque de modifier radicalement l'équation géopolitique dans la région, et au-delà. De plus, elle considère qu'elle a un devoir envers Chypre du Nord et demande que les gisements soient exploités de manière paritaire entre les deux parties du pays. La Turquie avait d'ailleurs exigé qu'aucune activité de prospection ne soit menée dans les eaux territoriales chypriotes tant que ne serait pas réglée la réunification de l'île.

### 5.2. Israël

Les relations diplomatiques entre la Turquie et Israël sont très limitées. Suite à l'incident du Mavi Marmara – l'affaire de la flottille turque violemment interceptée par des commandos israéliens –, la Turquie a déclaré l'Ambassadeur d'Israël *persona non grata*. Depuis, les relations diplomatiques entre les deux pays se sont significativement détériorées, sans aller toutefois jusqu'à la rupture des relations. En outre, les deux pays n'ont pas abandonné leurs échanges commerciaux.

De plus, les Israéliens ont montré leur intérêt pour l'exploitation des gisements de gaz chypriotes. De ce fait, les antagonismes historiques du Proche-Orient pourraient bientôt prendre une nouvelle tournure et être supplantés par de nouvelles batailles pour l'accès aux ressources pétrolières et gazières de la Méditerranée orientale, du bassin du Levant et de la mer Égée.

### 5.3. Azerbaïdjan & Arménie

Il n'est pas dans l'intérêt de la Turquie de totalement geler ses relations avec l'Arménie et de se rapprocher de l'Azerbaïdjan de façon par trop unilatérale. Une fois que les perspectives de réconciliation se seront renforcées se cristalliseront presque mécaniquement les possibilités d'attirer les investissements à la fois en Azerbaïdjan et en Arménie. Pour y parvenir, il faudra ainsi surtout une forte volonté politique turque pour s'engager dans la résolution des conflits de la région.

## ***6. Les rivalités régionales – vers une compétition d'influences au Moyen-Orient ?***

### 6.1. La Russie

La relation avec la Russie a connu un développement extraordinaire en termes économiques : la Russie est le premier partenaire économique de la Turquie après l'Union européenne, en particulier pour les exportations d'énergie. La Turquie fait pour sa part de nombreux investissements en Russie, privilégiant le domaine du BTP. Le ralentissement des négociations l'UE a contribué à l'instauration d'un contexte favorable à l'amélioration des relations avec la Russie.

Il existe toutefois des divergences entre les deux pays notamment au sujet de la situation en Syrie : d'une part, la Russie considère Damas comme un partenaire clé au Moyen-Orient et soutient le gouvernement Assad. En effet la Russie, partenaire stratégique et historique de la Syrie, continue d'afficher un fort soutien au régime à travers un appui diplomatique et logistique constant (vente d'armes). D'autre part, la Turquie et la Syrie sont désormais des « pays hostiles ». La récente destruction d'un avion turc par les forces syriennes a accru les tensions entre les deux pays, le régime syrien constituant une menace pour la sécurité de la Turquie.



De plus, la Russie possède de forts intérêts à Chypre (investissements économiques, solidarité religieuse exprimée dans les discours de politique extérieure) et s'oppose ouvertement à l'approche turque de la question. Enfin, la Russie étant l'allié traditionnel de l'Arménie, des divergences existent sur la question du Haut-Karabagh, pour laquelle la Turquie montre son soutien à l'Azerbaïdjan.

#### 6.2. L'Iran

La situation en Syrie a également compliqué les relations de la Turquie avec l'Iran. La position de la Turquie vis-à-vis de l'Iran est cependant passée de la négociation à l'interaction ces dernières années, affichant son soutien de la position iranienne sur le nucléaire, perçu en Occident comme une évolution négative de la politique étrangère turque. Toutefois, l'accord donné à Washington concernant l'accueil d'un radar dans le cadre du projet de bouclier anti-missile américain a participé au refroidissement des relations turco-iraniennes.

#### 6.3. L'Irak

Les évolutions turques concernant l'Iran pourraient mener à l'aggravation des tensions avec l'Irak qui se positionne ouvertement contre les ambitions turques d'engagement dans le Moyen-Orient. Le soutien turc à l'Iran est perçu à Bagdad comme la politique d'un pays sunnite contre l'alliance de deux pays chiites. Les dirigeants irakiens présentent la politique de la Turquie dans la région comme celle d'un pays cherchant à s'imposer comme acteur dominant qui veut interférer dans les affaires internes de ses voisins, alors qu'Ankara est un des investisseurs les plus importants du Nord de l'Irak.

#### 6.4. L'Égypte

L'Égypte aura certainement son mot à dire sur les ambitions hégémoniques turques au Moyen-Orient. R. T. Erdogan a fait des propositions visant à accroître une plus importante coopération entre les deux pays, mais a essuyé un refus du Caire. L'affaire reste à suivre.

## BIOGRAPHIE DE MARC HERZOG

### **Marc Herzog**

#### **Assistant Director, British Institute at Ankara**

Marc Herzog is the Assistant Director of the British Institute at Ankara since 2011.

He is the co-editor of the forthcoming 'Turkey and the Politics of National Identity' by IB Tauris.

He has been a member of Network Turkey since 2008 and his research interests comprise Turkish party politics, Turkish domestic politics, Turkish foreign policy, Islamist politics, democratization studies, party system studies and Middle Eastern politics and international affairs.

His PhD Thesis, completed at the University of Exeter in 2011, focused on the impact of the emergence of Muslim Democrat parties on processes of party system institutionalization in Turkey. He also holds 2 master degrees in political science and international relations from the University of Edinburgh as well as 1 undergraduate degree from Napier University in Journalism studies.

Liste des participants :

**Bastien Alex**

Chercheur, IRIS

**Vincent Berhault**

Etudiant, IRIS Sup'

**Pierre Blanc**

Chercheur, CIHEAM

**Christine Blumauer**

Chargée d'Affaires Publiques, Cercle Européen d'Azerbaïdjan

**Ariane Bonzon**

Journaliste, *Slate.fr*

**Léa Bresson**

Bureau d'information pour la France, Parlement européen

**Arnaud de Chanterac**

Conseiller du Président Relations Institutionnelles, Défense Conseil International (DCI)

**Pierre Conesa**

Chercheur associé à l'IRIS

**Lara Deger**

Institut d'Etudes Politiques de Lille, Co-Présidente du Club du Millénaire

**Thomas Dournon**

Délégation aux Affaires stratégiques, ministère de la Défense

**Rémi Gauvain**

Chargé de mission, Délégation aux Affaires stratégiques, ministère de la Défense

**Alexandre Jevakhoff**

Membre du conseil d'administration, Comité France-Turquie

**Ali Kazancigil**

Directeur de la revue *Anatoli*, politologue

**Nathalie Kennedy**

Rédactrice Turquie, ministère des Affaires étrangères et européennes

**Delia Lazar**

Assistante, pôle évènements et manifestations, IRIS

**Renaud Léon**

Chargé de mission programmation, Maison de l'Europe de Paris

**Victoire Mayor**

Assistante de recherche, IRIS

**Kenize Mourad**

Ecrivain, journaliste

**Charalambos Petinos**

Conseiller de Presse, Ambassade de Chypre à Paris

**Eliza Pieter**

Directrice, the European Azerbaijan Society – France

**S.E. Mme Ursula Plassnik**

Ambassadeur, Ambassade d'Autriche à Paris

**Marion Poullain**

Assistante de recherche, IRIS

**Alexandre Proisy**

Direction des Risques, NATIXIS

**Alain de Savigny**

Ecrivain et conférencier / Empire Ottoman, Méditerranée, Turquie d'aujourd'hui

**Melina Skouropoulou**

Attachée de Presse, Ambassade de Grèce à Paris

**Marie Smoot**

Bureau d'information pour la France, Parlement européen

**Fusun Tarhan**

Économiste

**Alican Tayla**

Chercheur, IRIS

**Isabelle Vartanian**

Journaliste

**Dilek Yankaya**

Chercheur (OBTIC) et Consultante indépendante

